

DEPARTEMENT DE L'HERAULT
CANTON DE MEZE
COMMUNE DE POUSSAN

CONSEIL MUNICIPAL
COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

Mercredi 16 juillet 2008 à 18h30

Convocation du mercredi 9 juillet 2008

PRESENTS : J. ADGE - J. BOUSQUET - Y. PUGLISI – P. MARIEZ – N. DAVOISNE - G. RIVE - G. NATTA - H. DE FALCO - J. TABARIES - E. BOUSQUET - J. L. LAFON - J. M. VICENS – M. BERNABEU - S. CUCULIERE - L. MATHIEU - B. FERRAILOLO - V. FERRER – I. ALIBERT - M. ARRIGO - C. FORNES - F. SANCHEZ - L. KERBIGUET - D. NESPOULOUS - A. RAJA - B. BORDENAVE - O. FREZOU

POUVOIRS : A. LAURENS à J. ADGE
P. GIUGLEUR à J. BOUSQUET

ABSENT EXCUSE : M. NEGRE

Secrétaire de séance : Monsieur Pierre MARIEZ

Compte rendu de la séance précédente : la note de synthèse n° est corrigée à la demande de Madame NESPOULOUS.

Monsieur le Maire demande l'ajout d'une note de synthèse portant sur le dossier FISAC.

Cette demande est accordée à l'unanimité.

NOTE DE SYNTHÈSE : *revitalisation communale du cœur du village – demande de subventions*

Monsieur le Maire informe que le cœur du village, patrimoine du Xème siècle composé, selon un célèbre architecte, en circulade, se révèle un atout majeur pour le développement de la commune.

Néanmoins, les diverses contraintes d'aménagement, les problèmes de circulation et de stationnement, les menaces d'une désertification du centre historique (logements vacants, fonds de commerce à céder) incitent la commune à s'engager sur des opérations de requalification et de revitalisation du cœur du village.

Un des axes de cette revitalisation passe par la redynamisation de l'appareil commercial, objet d'une étude spécifique à lancer par la commune, maître d'ouvrage, en partenariat avec les deux chambres consulaires et les associations de commerçants. C'est une étude pré-opérationnelle s'intégrant dans le cadre de la procédure FISAC.

Le délai pour réaliser cette prestation est fixé à 3 mois à compter de la commande.

La phase de l'étude relative à l'élaboration des propositions devra être de 2 mois.

Le coût d'objectif du maître d'ouvrage est de 10 000 € HT.

En vue du financement de cette étude, il est demandé à diverses personnes morales des subventions les plus élevées possibles.

POUR : 27

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Monsieur Jean Marc VICENS est arrivé.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 1 : Actualisation des tarifs du service enfance jeunesse
Monsieur le Maire fait part aux élus que la commission des Finances qui s'est réunie le 30 juin 2008 a étudié la tarification du service Enfance Jeunesse.

Il en ressort qu'il convient de procéder à une actualisation des tarifs du service enfance jeunesse en fonction des ressources et de la composition des familles, tout en maintenant le caractère social des prestations.

La participation financière de la commune est comprise entre 43,41 % et 61,29 % selon les activités pour une moyenne de 52,15%.

1. Tarifs CLSH

Il est proposé une augmentation de 0,6 % du taux d'effort soit les taux suivants :

- 10,60 % pour un enfant au lieu de 10 %
- 10,10 % pour 2 enfants au lieu de 9,50 %
- 9,60 % pour 3 enfants au lieu de 9 %

2. Autres activités

Dans le mode de calcul, il est pris un montant fixe avec une majoration pour chaque enfant.

Ce montant est multiplié par des taux :

- 4 157 € pour le taux le plus bas multiplié par 1,7
- 7 690 € pour le taux le plus haut multiplié par 2

Enfin la majoration par enfant de 30 % actuellement est portée à 50 %.

3. CLAE

Il est proposé trois tarifs selon le barème :

Période matin ou soir	Période Midi	Coût maxi par jour (4 périodes)
0,45 €	0,75 €	1,65 €
0,55 €	0,80 €	1,90 €
0,65 €	0,85 €	2,15 €

Il est rappelé que la participation des familles au financement du CLAE n'est aujourd'hui que de 4,08 %.

4. ATL

a. Animations du mercredi

Situation actuelle

Participation de 15 € pour toute l'année

Participation financière pour les sorties :

Nouvelle proposition

(pour diminuer le déséquilibre entre la participation de la commune et celle des familles)

Trois tarifs sont mis en place selon le barème : 16,50 €

18,50 €

20,50 €

La mairie prenant à sa charge le déplacement (coût d'un bus mini 150 €) et les charges d'encadrement.

b. Stage multiactivités

Situation actuelle

Deux tarifs :

➤ Vacances de février et de Toussaint : 20 €

➤ Vacances de pâques et d'été : 30 €

Nouvelle proposition

Tarification unique pour toutes les périodes

Trois tarifs sont mis en place selon le barème :

30,00 €

31,00 €

32,00 €

c. Séjours

Situation actuelle

Nouvelle proposition

Tarifications :

- la participation des familles est égale à 45 % du coût du séjour non compris les frais de personnel
- pour le 2^{ème} enfant application d'une réduction de 40% sur le tarif précédent

Intégration de la charge du personnel dans la détermination des tarifs

A prestations équivalentes, élaboration des tarifs à partir du bilan financier du séjour précédent majoré de 4 %.

Les tarifs sont mis en place en modulant le taux de participation :

<u>Tarif</u>	<u>% appliqué</u>
Plancher	30 %
Médian	35 %
Plafond	40 %

d. Sortie adolescents

Situation actuelle

(activités mises en place au 1^{er} janvier 2008)

Tarifications :

- pas de frais d'inscription. Cela entraîne de nombreuses annulations.
- la mairie prend en charge les frais de déplacement ainsi que les charges d'encadrement

Nouvelle proposition

Mise en place de frais d'inscription (15 €) pour la responsabilisation.

La mairie prend à sa charge le déplacement (coût d'un bus minimum 150 €) et les charges d'encadrement.

La participation est fixée en fonction du prix de Revient de l'activité :

<u>Tarif</u>	<u>% appliqué</u>
Plancher	55 %
Médian	60 %
Plafond	65 %

5. GARDE DES ENFANTS AU CLAE AU DELA DE 18H30

Au-delà de 18h30, il convient d'instaurer pour assurer la garde des enfants au CLAE, une redevance dont le montant correspond au coût de l'agent pendant une heure de travail charges comprises.

POUR : 28

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2 : Décision modificative : virements de crédit

Monsieur le Maire indique que les prévisions inscrites au budget primitif peuvent être modifiées en cours d'exercice par l'assemblée délibérante sous forme de décision modificative.

1. Vente d'un terrain à la CCNBT

La commune a vendu un terrain à la CCNBT, pour un montant de 5 000 €. Cette recette a été inscrite dans la section d'investissement. Or, par courrier en date du 19 mai 2008, le Trésor Public estime que la recette doit être mentionnée dans la section de fonctionnement.

Article 775.020 - 5 000,00 €

Chapitre 024 produits de cession d'immobilisation + 5 000,00 €

2. Illumination – Jardin d'enfants

- Pour les illuminations, une somme de 6 000 € est prévue au budget.

- Pour l'opération Jardin d'enfants, (opération 9012), un virement de crédit peut être issu de l'opération 9004.

Par conséquent, il convient d'effectuer les virements de crédit suivants :

Chapitre 21

Article 21 578.020 Autre matériel et outillage de voirie
Illuminations + 1 800,00 €

Opération 9012 Jardin d'enfants
Article 21 28.020 Autres agencements + 36 790,00 €
Article 21 84.020 Mobilier + 6 010,00 €

	<i>Sous total</i>	44 600,00 €
Opération 9004	Création de bâtiments	
Article 21 318.020	Bâtiments publics	- 44 600,00 €

POUR : 28**CONTRE : 0****ABSTENTION : 0****NOTE DE SYNTHÈSE N° 3 : Admission en non valeur de produits irrécouvrables**

Monsieur le Maire informe les élus que le comptable public a dressé l'état des sommes non recouvrées dont le montant s'élève à 490,98 €, et demande leur admission en non valeur.

Ces sommes n'étant point susceptibles de recouvrement et conformément aux causes et observations consignées par le trésorier dans son état du 13 mars 2008, il est par conséquent proposé au conseil municipal d'admettre en non valeur, sur le budget de l'exercice 2008, la somme de 490,28 €.

Les motifs d'irrécouvrabilité invoqués par le comptable public sont essentiellement des recherches infructueuses et le surendettement des personnes poursuivies. Cette délibération pour l'admission en non-valeur de produits irrécouvrables constitue une pièce justificative nécessaire au mandatement.

Elle impose de prévoir les crédits correspondants article 654 « pertes sur créances irrécouvrables ».

POUR : 28**CONTRE : 0****ABSTENTION : 0****NOTE DE SYNTHÈSE N° 4 : Marchés publics sous la forme de la procédure adaptée : Restauration, carburants**

Monsieur le Maire fait part aux élus que la commission des Finances qui s'est réunie le 30 juin 2008 a étudié les marchés relatifs aux carburants et à la restauration.

- Par délibération du conseil municipal n° 2007/39 en date du 3 décembre 2007, reçue en préfecture de l'Hérault le 7 décembre 2007, la commune attribuait le marché de fourniture de carburants à l'entreprise Serge BERNARD. Dans l'exécution du marché, ce prestataire s'est révélé défaillant, même à la suite d'une mise en demeure restée sans effet.

- Par délibération du conseil municipal n° 2006/76 en date du 21 décembre 2006, reçue en préfecture de l'Hérault le 22 décembre 2006, la commune attribuait le marché de fourniture de repas au restaurant municipal à la société Avenance Restauration.

Il y a lieu de relancer ce marché en tenant compte de la mise en place d'un repas « bio » par semaine.

Par conséquent, il convient de lancer deux marchés publics sous la forme de la procédure adaptée relatifs aux carburants et à la restauration.

POUR : 28**CONTRE : 0****ABSTENTION : 0****NOTE DE SYNTHÈSE N° 5 : Indemnités du contrôleur des impôts**

Monsieur le Maire informe les élus qu'en contrepartie de ses activités de conseil, il convient d'octroyer une indemnité au contrôleur des impôts pour un montant s'élevant à 300 € par mois.

POUR : 28**CONTRE : 0****ABSTENTION : 0**

NOTE DE SYNTHÈSE N° 6 : Création d'une ligne de trésorerie pour l'année 2008

Monsieur le Maire fait part aux élus que la commission des Finances qui s'est réunie le 30 juin 2008 a étudié le projet de création d'une ligne de trésorerie pour l'année 2008.

Le conseil municipal, par délibération n° 2008/16 en date du 7 avril 2008, conformément aux désignations de l'article L 2122-22 du CGCT, a délégué les compétences énumérées dans cet article au maire. Il convient de préciser les compétences déléguées en matière d'opérations financières et notamment, en vue de l'ouverture d'une ligne de trésorerie. En effet, ce produit financier permet de gérer, au jour le jour, les mouvements de trésorerie, par des encaissements de fonds temporaires, évitant ainsi de réaliser trop tôt les emprunts budgétaires affectés au financement de l'investissement.

POUR : 28

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

NOTE DE SYNTHÈSE N° 7 : Dénomination des voies publiques et privées

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la dénomination des voies publiques est laissée au libre choix du conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même. Lorsqu'une voie porte le nom d'une personne, le conseil municipal doit veiller à ce qu'un tel hommage ne soit décerné qu'à des personnalités qui se sont illustrées par des services rendus ou par leur contribution éminente au développement de la science, des arts ou des lettres et dont l'œuvre est à l'abri de toute polémique et se trouve classée dans l'opinion par l'épreuve du temps (Circulaire du ministère de l'Intérieur n° 557 du 10 décembre 1968).

Il est proposé aux élus de dénommer les voies suivantes :

1°) Centre Socio-Culturel : il s'agit de dénommer le Centre Socio-Culturel nouvellement créé au Jardin Public, Promenade du 8 mai 1945 : Centre Socio-culturel Jean THERON

Monsieur le Maire justifie ce choix compte tenu des actions sociales et culturelles menées par Monsieur Jean THERON au sein de la Maison des Jeunes et de la Culture durant de longues années.

2°) Rond point de Sète : Rond point de la Capitelle.

3°) Rond point avenue de Villeveyrac : rond point de la Fontette

4°) Passage piéton : il s'agit de dénommer le passage entre les rues du Pont d'Arcole et du Vieux Pont : passage de la Bergeronnette.

5°) Impasse lieu dit Giradou : il s'agit de dénommer l'impasse à partir du chemin rural n° 13 dit du Giradou (dans la partie sud du chemin) qui dessert 5 maisons d'habitation : impasse des Rossignols.

6°) Chemin lieu dit Roumèges : il s'agit de dénommer le chemin n° 17 de Roumèges Est allant de la voie communale n° 12 dite Chemin de Bouzigues au chemin rural n° 14 : Chemin des Chênes verts.

Par conséquent, il appartient au conseil municipal d'approuver les propositions des dénominations.

POUR : 28

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

NOTE DE SYNTHÈSE N° 8 : Voyage des jeunes de 18 ans

Monsieur le Maire rappelle que chaque année, un voyage est organisé pour les jeunes de la commune qui atteignent leur majorité dans l'année.

Il indique qu'une délibération est nécessaire à l'appui du mandat de paiement de cette dépense pour justifier ce voyage et propose de voter cette dépense pour toute la durée du mandat.

POUR : 28

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

16 juillet 2008

La séance est levée à 20h30